



Cette fois-ci, notre vote peut être positif pour les femmes

Ce que nous voulons

Nous voulons vivre dans des collectivités où les femmes jouissent d'une meilleure qualité de vie et ont un accès égal à des emplois à temps plein, stables et bien payés et à des régimes de retraite publics. Nous voulons un accès équitable à l'assurance-chômage, avec des prestations parentales qui remplacent 75 pour cent du revenu perdu.

Nous voulons que les femmes et leurs familles aient accès à des garderies à coût abordable, de qualité et sans but lucratif, ainsi qu'à des soins de santé et à des programmes sociaux publics universels. Nous voulons un gouvernement fédéral qui aidera les femmes à trouver un équilibre entre le travail et la famille, qui soutiendra le transport en commun et qui verra à ce que les femmes aient accès à des programmes de formation et de promotion au travail.

Nous voulons un gouvernement fédéral qui appuie l'expansion des services publics parce que ceux-ci sont essentiels à l'élimination de la pauvreté des femmes et des familles. Nous voulons un gouvernement fédéral qui utilisera tous ses pouvoirs juridiques et financiers pour stopper la privatisation des services publics.

Les libéraux n'ont pas répondu aux besoins des femmes

La privatisation prônée par Paul Martin a éliminé de nombreux emplois bien payés occupés par les femmes. Beaucoup de ces emplois sont devenus temporaires, mal payés et non syndiqués. Les femmes travaillent plus mais gagnent moins, tout cela pour que les entreprises privées fassent de l'argent à leurs dépens et à celui de services publics essentiels.

Environ 25 pour cent des travailleuses à temps partiel veulent occuper un emploi à temps plein, ce qui signifie que le temps partiel n'est pas leur premier choix. Les emplois précaires ont aussi mené à une diminution des taux d'assurance-chômage.

En 2001, à peine 33 pour cent des femmes sans emploi recevaient des prestations d'assurance-emploi, comparativement à 44 pour cent des hommes. Statistique Canada montre que 35 pour cent des mères de nouveau-nés n'ont reçu aucune prestation en 2003.

La vie est plus dangereuse pour les femmes. Les femmes à faible revenu et leurs enfants sont plus vulnérables en situation de violence familiale parce qu'elles ne peuvent pas faire vivre seules leur famille. Le Comité des droits de l'homme de l'ONU a récemment blâmé le Canada pour son incapacité à protéger les femmes autochtones contre la violence, dont les derniers chiffres montrent qu'elle est trois fois plus élevée pour elles que pour les autres femmes.

Le programme de privatisation de Paul Martin fait basculer dans la pauvreté un nombre croissant de femmes âgées. La privatisation des emplois implique la fin des régimes de retraite publics. Plus de la moitié des femmes âgées seules vivent dans la pauvreté. Les prestations de retraite que touchent les femmes en vertu du Régime de pensions du Canada (RPC) sont toujours inférieures d'un tiers à celles des hommes.

L'écart salarial entre hommes et femmes s'est encore creusé pendant le règne des libéraux. Le groupe de travail fédéral sur l'équité salariale de 2004 a constaté que, à compétences et expériences professionnelles égales, les femmes sont toujours payées moins que leurs homologues masculins. Le groupe de travail conclut que les lois sur les droits de la personne doivent s'attaquer de front à ce problème. Nous savons cela depuis des années, mais le gouvernement fédéral n'a rien fait pour remédier à la situation.

La qualité de vie des femmes s'est détériorée à cause des compressions imposées aux services publics par le premier ministre Paul Martin. Les répercussions négatives de la réduction des programmes sociaux et de l'aide sociale pour les femmes ont été soulignées dans le rapport du Comité des droits de l'homme de l'ONU de novembre 2005. Les femmes occupent plusieurs emplois pour arriver à joindre les deux bouts, tout en consacrant plus d'heures à s'occuper des membres de leur famille, incluant les enfants et les parents âgés.

Des études montrent que les femmes sont épuisées, en particulier les femmes immigrantes. Plus de 90 pour cent des femmes immigrantes des communautés somaliennes, ghanéennes et éthiopiennes de Toronto vivent dans la pauvreté.

La médecine privatisée à deux vitesses aura des conséquences dévastatrices pour les femmes, car ce sont elles qui comptent le plus sur les services de santé publics et sur l'assurance-maladie publique. Le gouvernement libéral a refusé de prendre des mesures concrètes pour endiguer la vague de privatisation qui déferle sur notre système de santé, même s'il possède les outils pour le faire.

Les libéraux ont accordé un financement limité aux garderies, mais ils doivent s'engager à adopter une loi pour assurer la mise en place et le financement d'un système de garde à l'enfance public, sans but lucratif, universel, accessible et de qualité.

Les conservateurs feraient encore pire

Les conservateurs de Stephen Harper ont promis de réduire encore plus radicalement les programmes sociaux. À leur demande, Paul Martin a baissé les impôts des sociétés à un niveau inférieur à celui des États-Unis, mais les conservateurs en veulent plus.

Les politiques défendues par Stephen Harper augmenteront les inégalités entre femmes et hommes. Il affirme qu'il est un « conservateur social ». Autrement dit, il refuse de reconnaître les besoins des femmes et des groupes en recherche d'égalité.

Lorsque Stephen Harper a quitté le Parti réformiste pour devenir président de la Coalition nationale des citoyens, il a déclaré que c'était parce que la CNC « critique, attaque et propose des solutions de rechange à des politiques comme le multiculturalisme officiel, le bilinguisme national obligatoire, un système judiciaire favorable aux criminels, des politiques sociales antifamiliales, une immigration trop ouverte... »

Le Parti conservateur a enfin inclus les femmes dans son livre de politiques. Toutefois, ces politiques sont une mouture rabâchée de celles des années 70 qui n'ont jamais permis aux femmes d'atteindre l'égalité. Pendant qu'il était à la CNC, M. Harper a déclaré que le gouvernement fédéral devrait abroger sa loi sur l'équité salariale. Il a aussi affirmé que l'équité salariale avait tout à voir avec le salaire, et rien à voir avec l'équité.

Ce que disent les néo-démocrates

Les politiques du NPD soutiennent les droits des femmes et des autres groupes en recherche d'égalité. Les néo-démocrates croient que les femmes doivent avoir des emplois qui offrent de bons salaires et avantages sociaux, la sécurité d'emploi, une certaine souplesse et l'accès à des programmes de formation.

• ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2006 •

Les néo-démocrates soutiennent que les femmes méritent des occasions d'avancement, des heures de travail prévisibles, l'égalité en matière d'emploi et l'équité salariale. Les députés du NPD continuent la lutte pour un nouveau système d'assurance-chômage qui répondrait aux besoins des femmes, dont beaucoup travaillent à temps partiel.

Le NPD a toujours prôné l'établissement d'un programme de garderies universel, accessible, à coût abordable, sans but lucratif et de qualité, ainsi que l'adoption d'une loi sur les services de garde à l'enfance pour mettre en place et protéger un tel programme.

*sepb491